

Direction des collectivités et de l'appui territorial
Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées
Références : VM

**Arrêté préfectoral mettant en demeure
la SAS CHROMECA à BEYNOST**

La Préfète de l'Ain,

- VU le Code de l'environnement – Livre V – Titre 1^{er} et notamment ses articles L.171-6 et L.171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 1990 modifié autorisant la SAS CHROMECA à exploiter un atelier de traitement de surface à BEYNOST ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 octobre 2018 fixant des prescriptions complémentaires à la SAS CHROMECA, visant à encadrer une partie des travaux de dépollution du site ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2019 fixant des prescriptions complémentaires à la SAS CHROMECA, imposant la mise en sécurité des installations suite à l'abandon de l'activité de chromage, et encadrant une partie des travaux de dépollution du site et la réalisation d'une interprétation de l'état des milieux (IEM) ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement du 8 juin 2020, suite à l'inspection réalisée sur le site le 2 juin 2020 ;
- VU le courrier de l'inspection des installations classées du 4 juin 2020, notifié en recommandé le 10 juin 2020, transmettant à la SAS CHROMECA le rapport d'inspection ainsi que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, et l'informant du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations ;
- VU le procès-verbal de constat d'huissier réalisé le 12 juin 2020 par la SELARL AHRES, justifiant de la vidange des baignoires de traitement de surface ;
- VU les justificatifs d'évacuation de déchets transmis par la SAS CHROMECA le 6 août 2020 ;

CONSIDERANT que lors de l'inspection du 2 juin 2020, il a été constaté que la SAS CHROMECA n'a pas réalisé les travaux de dépollution et de réhabilitation fixés à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 octobre 2018 susvisé et à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2019 susvisé ;

CONSIDERANT que lors de l'inspection du 2 juin 2020, il a été constaté que la SAS CHROMECA ne respecte pas les prescriptions des articles 2.1 à 2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2019 susvisé relatives à la mise en sécurité des installations ;

CONSIDERANT que lors de l'inspection du 2 juin 2020, il a été constaté que la SAS CHROMECA n'a pas effectué les analyses de sols de surface et sub-surface hors site, fixées à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2019 susvisé, relatives à la réalisation d'une interprétation de l'état des milieux (IEM) ;

CONSIDERANT que les éléments apportés par la SAS CHROMECA postérieurement à l'inspection du 2 juin 2020, ne sont pas suffisants pour justifier de la mise en sécurité des installations prévues à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2019 susvisé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

- ARRETE -

Article 1^{er} :

En application de l'article L.171-8-1 du Code de l'environnement, la société CHROMECA est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son établissement situé à BEYNOST - ZI Ouest - 74 allée des Grandes Combes, de respecter les dispositions des articles suivants :

- Article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 octobre 2018 susvisé et l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2019 susvisé en :

- réalisant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les travaux de dépollution et de réhabilitation du site.

- Article 2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2019 susvisé en :

- transmettant, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant de la réalisation de l'ensemble des opérations de mise en sécurité des installations.

- Article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2019 susvisé en :

- réalisant, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, une interprétation de l'état des milieux (IEM), comportant des analyses de sols de surface et sub-surface à l'extérieur du site.

Article 2 :

L'inobservation des conditions précitées pourra entraîner l'application des sanctions prévues aux articles L.171-8 et L.173-2 du Code de l'environnement.

Article 3 :

La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif de Lyon (www.telerecours.fr), seule juridiction compétente, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

En application de l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Article 4 :

Le présent arrêté devra être affiché à la porte principale de la mairie de BEYNOST pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, au préfet.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à Monsieur le Directeur de la SAS CHROMECA - ZI Ouest - 74 allée des Grandes Combes - 01700 BEYNOST ;


- et dont copie sera adressée :

- au Maire de BEYNOST,

- au Chef de l'Unité Départementale de l'Ain - Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne - Rhône-Alpes.

Fait à BOURG-en-BRESSE, le 17 septembre 2020

La Préfète,
Pour la préfète,
Le directeur des collectivités
et de l'appui territorial,


Arnaud GUYADER